public l'existence de gens qui tirent parti de la situation des pensionnés?

L'hon. M. Munro: Les questions posées aujourd'hui produiront peut-être cet effet.

L'AGRICULTURE

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ÉTUDE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. L'honorable représentant et le gouvernement ont-ils l'intention de commenter les recommandations du rapport de la commission de l'agriculture qu'on vient de déposer, ou de n'en pas tenir cas? Si le gouvernement se propose de faire une déclaration à la Chambre à ce sujet, l'honorable représentant s'engaget-il à nous indiquer dans quelle mesure on envisage de modifier les politiques en vigueur pour qu'elles reflètent les recommandations du rapport?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Ni le gouvernement ni surtout le ministère de l'Agriculture n'ont l'intention de passer outre au rapport. De fait, si le député se donnait la peine de jeter un coup d'œil attentif sur un certain nombre des mesures législatives actuellement sur le bureau de la Chambre, tout en considérant les modifications apportées aux programmes depuis la réception du premier rapport en février dernier, il constaterait une grande similitude entre la teneur du rapport et les mesures dont taire du ministre des Affaires indiennes et la Chambre est saisie. A cette étape de nos travaux, le temps ne me permet pas d'expliquer au député, en répondant à une question posée à l'appel de l'ordre du jour, quelles sont et des membres du conseil, dûment élus. les possibilités qui s'offrent à nous en ce qui D'autre part, on me dit que des pourparlers concerne ce rapport, mais je ne manquerai sont en cours entre le locataire et le chef et pas de le faire en temps opportun soit au les membres du conseil en vue de la renégocours d'un débat à la Chambre, soit à l'occa- ciation des conditions du bail. Soit dit en sion d'une discussion au comité permanent de passant, pour la gouverne du député, le l'agriculture.

M. Baldwin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. C'est en songeant aux insuffisances de l'action législative du gouvernement dans ce domaine que j'ai posé ma question.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE COMMUNISTE

[Français]

l'Orateur, je désire poser une question à l'ho- Laurent, depuis le district de Hull jusqu'à norable extérieures.

Peut-il dire à la Chambre où en sont rendus les pourparlers entre Ottawa et Pékin au sujet de la reconnaissance officielle de la Chine communiste. De plus, est-il vrai que le gouvernment est à la veille d'annoncer cette reconnaissance par le Canada?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Il va sans dire, monsieur l'Orateur, que le gouvernement ne saurait annoncer cette reconnaissance avant la conclusion d'un accord entre les deux parties, et nous n'en sommes pas encore là.

Le très hon. M. Diefenbaker: Après quatorze mois!

AFFAIRES INDIENNES

LES NÉGOCIATIONS AU SUJET DE L'OCCUPA-TION DE CERTAINES ÎLES DU SAINT-LAURENT

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je voudrais poser une question destinée au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, qui, sauf erreur, sera absent de la Chambre pour encore une dizaine de jours. Pourrais-je alors l'adresser à son secrétaire parlementaire? En quoi consistent les négociations, les pourparlers ou les arrangements en cours entre le ministère et les Mohawks qui occupent actuellement certaines îles du Saint-Laurent?

M. Russell C. Honey (secrétaire parlemendu Nord canadien): On m'informe que ceux qui occupent cette île ou ces îles agissent sans le consentement ou sans l'approbation du chef ministre n'est pas censé être à la Chambre aujourd'hui selon le tableau des présences. Il y sera demain.

LES PÊCHES

OUTAOUAIS ET SAINT-LAURENT-L'INDEMNI-SATION DES PÊCHEURS LÉSÉS PAR LA PROHIBITION

M. Antonio Yanakis (Berthier): Ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Comme le ministre a soudainement interdit la M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur pêche commerciale dans l'Outaouais et le Saintsecrétaire d'État aux Affaires Trois-Rivières, à cause de la haute teneur en mercure de l'eau, puis-je lui demander s'il a